



CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DE L'ETAT

Demande d'autorisation d'accès au système des Fiches d'Hébergement (TOHEB)

Document à renvoyer à compléter et signé l'adresse suivante :

**Centre des Technologies de l'information de l'Etat
Secrétariat Technique - Fiches d'hébergement
B.P. 1111
L-1011 Luxembourg**

Le/La soussigné(e)

1. Bénéficiaire (personne physique)

Nom : _____
Prénom : _____
Tél. : _____ Email : _____

2. Agissant pour l'établissement d'hébergement (personne morale)

Nom Logeur : _____
Rue : _____ Numéro : _____
Code pays et postal : L- _____ Localité : _____

sollicite un droit d'accès au système des Fiches d'Hébergement (TOHEB).

La demande ne sera prise en considération que si elle est accompagnée des conditions particulières dûment signées par le/la soussigné(e).

Fait à _____, le _____

(Signature du bénéficiaire et Cachet de l'établissement)

Réservé au CTIE

Éléments d'identification et de légitimation

Carte(s) attribuée(s) : _____

Demande reçue le : _____

Demande traitée : _____



Conditions générales d'utilisation

Conformément à la loi du 24 juin 2008 ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement, l'Etat luxembourgeois par le biais du Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme (MCMT) et du Centre des Technologies de l'Information de l'Etat (CTIE), met à la disposition des logeurs une application permettant la saisie électronique des fiches d'hébergement.

L'accès à cette application est autorisé pour l'exécution des tâches prescrites pour le contrôle des voyageurs telle que décrite dans la loi et le règlement grand-ducal précités. L'application conserve un historique de toutes les opérations effectuées. Cet historique pourra, le cas échéant, être utilisé pour retracer tout abus.

Tout utilisateur qui désire accéder à l'application doit posséder une carte à puce dont il connaît le PIN code associé. Ces cartes à puce dites «cartes spares» sont mises à disposition des logeurs par l'Etat. Celles-ci sont propriété de l'Etat et devront, le cas échéant, être restituées au CTIE.

Le bénéficiaire (signataire de la demande d'accès et des conditions particulières) veille à ce que les utilisateurs de l'application qui agissent pour le compte de son établissement prennent les mesures nécessaires à la préservation du caractère secret de ses éléments de légitimation et à avertir sans délai le CTIE s'il constate que ces éléments ont été divulgués, ou qu'un usage frauduleux a été ou pourrait être effectué à l'aide de ces éléments.

Le bénéficiaire s'oblige à faire signer et à conserver un exemplaire de la déclaration de confidentialité à tout utilisateur du système. Un exemplaire de la déclaration de confidentialité se trouve en annexe.

Le bénéficiaire est le seul responsable de l'usage fait de l'application des fiches d'hébergement. Il est présumé être l'utilisateur. Il assume l'entière responsabilité du dommage direct ou indirect qui résulte d'un accès ou d'une utilisation illicites, incorrects ou abusifs aux/des systèmes, ainsi que de telles tentatives, à la suite notamment du non-respect des consignes de sécurité et de faits de tiers.

Toute connexion à l'application des fiches d'hébergement électroniques implique pour le bénéficiaire l'acceptation des conditions particulières, ainsi que des mises à jour ou modifications y apportées par la suite. L'utilisation des systèmes peut être soumise ultérieurement à des directives, décisions ou conditions supplémentaires. Ces directives, décisions et conditions supplémentaires sont réputées faire partie des présentes conditions particulières. Le non-respect de l'une ou l'autre des conditions particulières peut entraîner le retrait de l'autorisation d'utiliser l'application des fiches d'hébergement.

L'Etat se réserve le droit de supprimer, modifier et d'ajouter des fonctionnalités ainsi que d'instaurer des limites tant particulières que générales aux diverses fonctionnalités.

Le MCMT et le CTIE ne sont pas responsables des éventuels dysfonctionnements des systèmes imputables soit à des défauts du réseau Internet, soit, d'une manière générale, à toute cause non directement imputable au CTIE.

Le MCMT et le CTIE n'assument aucune responsabilité, en cas de fonctionnement défectueux ou d'inadéquation du matériel de l'utilisateur. De même, le CTIE ne pourra être tenu pour responsable d'éventuels dommages survenus au matériel informatique de l'utilisateur ou aux données stockées sur ce matériel au cours ou après la connexion.

Le MCMT et le CTIE n'assument aucune responsabilité en cas d'utilisation frauduleuse des données secrètes de l'utilisateur, que ce soit par lui-même ou par un tiers.

L'utilisateur accède à l'application des fiches d'hébergement par les réseaux de communication de l'Internet. Le bénéficiaire déclare connaître et accepter la nature, les performances techniques et les risques de l'Internet.

Le bénéficiaire veille à prendre toutes les mesures de sécurité requises en la matière. Il s'oblige notamment à équiper son système informatique d'un logiciel de détection de virus régulièrement mis à jour. Le matériel informatique doit être stocké dans un local approprié.

Document à renvoyer signé à l'adresse suivante:

**Centre des Technologies de l'information de l'Etat
Secrétariat Technique - Fiches d'hébergement
B.P. 1111
L-1011 Luxembourg**

Fait à _____, le _____

(Signature du bénéficiaire et Cachet de l'établissement)



Déclaration de confidentialité

Je soussigné(e) _____

salarié auprès de _____

déclare avoir été informé (e) du caractère confidentiel des données gérées dans le cadre de l'établissement des fiches d'hébergement.

En sus des obligations légales et réglementaires d'ordre général, je m'engage personnellement à respecter les dispositions suivantes :

- la réglementation relative à la criminalité informatique
- la loi modifiée du 2 août 2002 dite loi sur la protection des données
- le secret professionnel couvrant toutes les informations tant pour les données traitées que pour les informations sur les procédures et les systèmes mis en œuvre

Je m'engage à ne communiquer les informations confidentielles et les données nominatives qui seraient portées à ma connaissance dans le cadre de mon travail qu'aux seules personnes autorisées.

Je déclare être conscient qu'en application des lois et règlements luxembourgeois, la divulgation d'une information confidentielle engage ma responsabilité personnelle et individuelle tant au niveau civil que pénal et peut donc faire l'objet de poursuites judiciaires.

Fait à _____, le _____

Signature _____

Document à faire signer par les utilisateurs du système et à conserver par le logeur.